

PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

DIRECTION DE LA COORDINATION

ET DU MANAGEMENT DE L'ACTION PUBLIQUE

Bureau des procédures d'utilité publique

Affaire suivie par Mme JARDIN

☎ 02.40.41.47.69

☎ 02.40.41.47.50

Nantes, le - 5 JUL. 2011

N° : 2011/ICPE/142

LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE

PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

VU le titre 1er du livre V du code de l'environnement (parties législative et réglementaire) relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les articles L. 514-1 et L. 514-2,

VU l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2160-b,

VU l'arrêté ministériel du 23 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le récépissé de déclaration délivré le 13 janvier 2006 à la société BERNARD AGRISERVICE en vue de l'exploitation de silos de stockage de céréales situés à La Grigonnais, 40, Beautrait,

VU le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des pays de la Loire, inspecteur principal des installations classées, en date du 28 juin 2011,

CONSIDERANT que les activités exercées par la société BERNARD AGRISERVICE à La Grigonnais, ont fait l'objet d'un récépissé de déclaration en date du 23 janvier 2006 au titre de la législation des installations classées pour la rubrique 2160-b de la nomenclature,

CONSIDERANT que la société BERNARD AGRISERVICE est en situation administrative irrégulière au regard de la réglementation des installations classées pour l'environnement :

- le volume de stockage de céréales des silos relève du régime de l'autorisation pour la rubrique 2160-a,
- la quantité de matière combustible stockée dans les entrepôts est supérieure à 500 tonnes et relève du régime de la déclaration sous la rubrique 1510-3,

CONSIDERANT que le silo plat présent dans l'entrepôt ne respecte pas l'éloignement forfaitaire par rapport au magasin recevant du public et aux locaux administratifs,

CONSIDERANT qu'en outre, la société BERNARD AGRISERVICE ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2160.b (*silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable*),

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique,

A R R E T E

Article 1er : La société BERNARD AGRISERVICE est mise en demeure, pour la poursuite de l'exploitation de silos de stockage de céréales situés à La Grigonnais, 40, Beautrait, de respecter, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2160.b (silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable).

Article 2 : Les capacités de stockage dans les silos de céréales ne doivent pas être supérieures au seuil minimum de classement au titre de l'autorisation sous la rubrique 2160-b soit 15 000 m³.

La société BERNARD AGRISERVICE transmettra sous un mois à l'inspection des installations classées le descriptif des actions mises en œuvre pour limiter la capacité totale des silos à 15 000 m³.

Toute augmentation du volume de stockage de céréales dans les silos ne pourra intervenir qu'après dépôt d'un dossier d'autorisation et notification d'un arrêté d'autorisation.

Article 3 : La société BERNARD AGRISERVICE adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, un état de conformité vis à vis du respect des dispositions mentionnées à l'article 1er.

L'exploitant adresse, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs de mise en conformité des dispositions mentionnées à l'article 1er.

Article 4 : La quantité totale de matières combustibles ne doit pas être supérieure à 500 tonnes dans l'ensemble des lieux de stockage.

L'entrepôt de stockage à proximité immédiate des locaux administratifs et du magasin recevant du public ne doit pas être utilisé comme silo plat pour stocker du colza ou tout autre céréale.

Toute augmentation du volume de stockage de matières combustibles dans les entrepôts ne pourra intervenir qu'après dépôt d'un dossier de déclaration et notification d'un récépissé de déclaration.

Article 5: Faute pour la société BERNARD AGRISERVICE de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, dont un extrait est annexé au présent arrêté.

Article 6 : Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. Il est d'un an pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

Tout recours gracieux, en vertu de ces mêmes dispositions, ne peut interrompre ces délais de recours contentieux.

Article 7 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de La Grignonais et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie de La Grignonais pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé, après réalisation, par les soins du maire de La Grignonais et envoyé à la préfecture (direction de la coordination et du management de l'action publique- bureau des procédures d'utilité publique).

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de Châteaubriant, le maire de La Grignonais et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur principal des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BERNARD AGRISERVICE par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le PREFET

Pour le préfet,
le sous-préfet, directeur de mission
pour la ville,
secrétaire général adjoint

Frédéric JORAM

P.J. : 1 annexe.

